



Le groupe Socialiste Écologiste et Radical vous souhaite une bonne année

En cette nouvelle année, le groupe Socialiste, Écologiste et Radical souhaite vous adresser ses vœux les plus chaleureux.

Que l'année 2024 soit **empreinte de solidarité, d'équité et de progrès pour tous**. Ensemble, continuons à œuvrer pour un monde plus juste, durable et inclusif. Que la force de nos convictions guide chacun de nos pas vers un avenir meilleur. **Que la solidarité soit notre boussole et l'égalité notre objectif commun.**

Nous vous remercions de votre soutien continu et vous souhaitons une année 2024 riche en succès collectifs.

Notre vidéo des vœux 2024

Séance plénière 20 et 21 décembre 2023, spéciale budget 2024

Le Conseil régional était réuni durant deux jours au cours du mois de décembre pour adopter son budget pour l'année 2024. Fidèle à sa **politique libérale d'austérité**, **Valérie Pécresse** et sa majorité ont présenté un document budgétaire **très loin des attentes des Franciliennes et des Franciliens**, de nos territoires et des immenses défis que notre collectivité doit relever.

Ce budget est finalement une **série de renoncements dans lesquels chaque compétence régionale se voit sabrer jusqu'à 20% de son budget**, tout cela pour rattraper le retard considérable en termes de transports et de lycées. Face à cette majorité du renoncement, **notre groupe a présenté de nombreux amendements visant à rétablir un équilibre territorial** et à engager des dynamiques fortes pour le logement, l'environnement, l'action sociale, l'éducation ou encore les transports.

Le logement : le compte n'y est pas !

Notre groupe a une fois encore alerté sur la faiblesse des crédits alloués à la politique du logement. Alors que plus de 780 000 Franciliens sont en attente d'un logement social, la majorité se borne à reconduire les mêmes financements pour 2024. Pour rappel, ce sont **230 millions d'euros en moins** pour la construction de logements sociaux depuis 2016 et **ces choix impactent directement la vie de nos concitoyens.**

La casse du service public régional toujours d'actualité pour l'exécutif régional

Les années passent et se ressemblent depuis maintenant 8 ans pour les agents régionaux.

Nous alertons année après année l'exécutif sur les effets néfastes que

produit la politique de gestion en flux tendu du personnel régional.

Le 23 novembre 2017 déjà, en séance plénière, le personnel nous demandait de remettre à Valérie Pécresse une gerbe car il considérait que le dialogue social était mort.



23 novembre 2017 en séance plénière

Suppressions et gels de postes, environnement de travail bousculé sans aucune concertation préalable des agents, recours massif à l'intérim et multiplication des CDD, baisse progressive des subventions aux organisations syndicales, ...

Tout cela s'apparente à un **démantèlement du service public régional** auquel les agents et donc, par ricochet les Franciliens, ont à faire face.

Le 13 octobre dernier, plus de **250 agents de la Région sont venus manifester** sous les fenêtres de Valérie Pécresse afin de crier à quel point ils sont à bout.



13 octobre 2023 devant le conseil régional

Notre groupe a donc porté un amendement visant à mettre en place un **grand plan de déprécarisation et d'attractivité des métiers du service public régional**, rejeté par la majorité de droite.

Aides aux victimes de violences : Nouvelle règle faire plus avec moins...

Alors que la Région a voté il y a quelques mois un très bon dispositif imaginé par les agents de notre collectivité, intitulé « l'Abri », qui fera de notre Région un lieu sûr dans lequel les victimes de violences pourront être prises en charge et qui a nécessité un budget de 150 000€, **le budget dédié à l'aide aux victimes est lui en baisse pour 2024.**

La justification qui consiste à dire que d'autres secteurs traitent également le sujet n'est pas entendable.

En matière d'aide aux victimes, il faudra donc faire plus avec moins.

Protocole financier du futur CPER volet Mobilités : les comptes ne sont pas bons M. Macron !

Le 21 décembre dernier, le protocole financier du futur CPER a été soumis au vote de l'assemblée régionale.

Si nous saluons l'engagement de la Région qui se positionne en 1^{er} financeur de ce CPER mobilités 2023/2027 avec une enveloppe de 3.7 M^{ds} €, **nous regrettons les trois ans de retard dans la négociation.** Côté État dont la participation atteint 3 milliards avec les 700 millions du concours de la SGP !

Encore une fois, **l'État n'est pas au rendez-vous**, ce qui aura pour conséquences de retarder voire de ne pas pouvoir assurer les engagements inscrits dans la maquette financière ou encore d'exposer les collectivités financeuses à des surcoûts exponentiels pour mener à bien les projets engagés

Alors que **5 lignes de métros et 3 lignes de RER sont en grande difficulté** et que les transports du quotidien se dégradent de façon inquiétante, **le niveau d'engagement de l'État est insuffisant** pour développer et moderniser les infrastructures ferroviaires.

Le gouvernement a présenté un plan d'avenir à 100 milliards € à horizon 2040 et alors que le ministre Clément Beaune promettait « un choc d'offre », **les usagers subissent surtout « un choc des tarifs » !**

Un budget social et sanitaire en berne : les Franciliens les plus fragiles sont délaissés par la politique de Valérie Pécresse !

Dans sa présentation sommaire, l'exécutif régional affirme que « la Région poursuit le déploiement des mesures des plans Région solidaire et Bouclier social ».

Solidaire et social, ce sont là de bien grands mots alors même que le coup de pouce énergétique qui aurait pourtant permis à des Franciliens de boucler les fins de mois **n'a pas été renouvelé !**

Solidaire et social, ce sont là de bien grands mots alors que l'Île-de-France Mutuelle Santé, dont Valérie Pécresse se vante tant, **a coûté 600 000 euros de frais de communication** pour seulement ... 2000 bénéficiaires ! Quelle belle réussite.

Solidaire et social, ce sont là de bien grands mots alors que le budget dédié aux personnes en difficulté, aux Franciliens en situation de précarité ainsi qu'aux victimes de violences **a vu ses crédits diminuer. La situation est trop grave pour se jouer de mots .**

Le budget 2024 ne **déroge malheureusement pas à la règle libérale de Valérie Pécresse.** L'action sociale reste le parent pauvre de sa politique .

La jeunesse : grande cause oubliée de 2023

Précarité étudiante en forte hausse, **suppression des espaces dynamiques d'insertion et baisse drastique du budget à toutes les missions locales d'Île-de-France...** Alors que l'année 2023 devait ériger la jeunesse au rang de « grande cause régionale », dans les faits, **Valérie Pécresse n'a jamais autant diminué les moyens en leur direction.**

Comment peut-on parler de grande cause régionale quand, sur les 20 M€ engagés en 2023 pour la jeunesse, seuls 5 M€ ont été exécutés ? Comment peut-on parler de grande cause régionale quand on **diminue de 8 M€ le budget aux missions locales d'Île-de-France** et qu'on change complètement leur paradigme d'accompagnement, passant d'une politique d'accompagnement social de proximité à une politique de placement de produits ? Une tribune a d'ailleurs été signée dans Libération par plus de **250 élus franciliens demandant un moratoire face à cette casse sans précédent.**

Face à la précarité étudiante qui s'accroît et après deux ans et demi de pandémie qui a touché de plein fouet la santé mentale de nos étudiants, **nous ne cessons de demander plus de moyens pour les soutenir : refus catégorique de l'exécutif.**

Enfin face aux rixes, la droite régionale a **refusé de voter notre amendement** visant à consacrer 1 million d'euros pour mettre en place des solutions de terrain. Malgré les refus, **nous continuerons d'affirmer notre soutien à notre jeunesse !**

Vétustés des lycées franciliens : Valérie Pécresse doit assumer son bilan

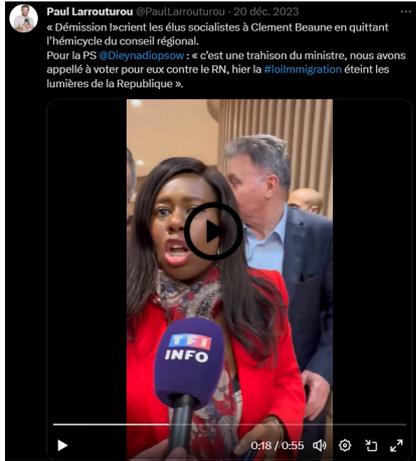
Une baisse du fonctionnement et un investissement qui n'est pas au rendez-vous sur le plan des résultats : **encore trop de lycées sont dans un mauvais état.** Valérie Pécresse doit cesser de désigner la gauche du doigt quand il s'agit d'en expliquer les raisons : **8 ans que la majorité de droite est au pouvoir. Il est temps qu'elle assume son bilan.** Yannick Trigance a également défendu un plan de lutte contre le harcèlement scolaire, une campagne de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, une campagne de vaccination contre le papillomavirus ainsi que la création d'une journée de la laïcité dans tous les lycées franciliens pour 2024, **tous rejetés par la majorité.**

Contre la loi immigration !

Suite à la visite de Clément Beaune, alors ministre des Transports, le jour suivant le vote de la loi sur l'immigration, **les élu.es du groupe SER ont décidé de quitter l'hémicycle pour dénoncer l'acte déshonorant du gouvernement.** En effet cette loi **discriminatoire et indigne de notre république** rompt avec notre devise "Liberté, Égalité, Fraternité" en créant des quotas migratoires et actant la

préférence nationale...

Notre groupe appelle à la mobilisation le dimanche 21 janvier pour la manifestation contre cette loi antisociale qui fracture notre société.



Communiqué de Presse
10 janvier 2024

Les élu-es de gauche et écologistes de la Région Île de France soutiennent les marches du 21 janvier contre la loi asile-immigration.

Le 19 décembre 2023, le gouvernement d'Emmanuel Macron a offert une victoire idéologique sans précédent au Rassemblement National en faisant adopter par la majorité présidentielle relative, aidée des Républicains et du groupe de Marine Le Pen, une énième loi sur l'asile et l'immigration tout en assurant que de nombreux articles, qu'elle contient, sont potentiellement anticonstitutionnels.

Cette fois, le barrage qui tenait notre République à distance de l'obscurantisme a définitivement cédé. Cette "loi Diamantini" est une attaque en règle contre notre démocratie et les valeurs cardinales de notre pacte républicain: liberté, égalité, fraternité.

Puisque qu'elle institue des quotas migratoires et tire les arrivants par l'argent, précarise la situation des étrangers légalement établis sur notre sol, instaure le principe de la préférence nationale pour l'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie, installe la remise en cause du droit du sol, durcit le regroupement familial, allonge le délai d'accès aux prestations familiales, défait les mécanismes d'accès universels aux soins... cette loi est inique, indigne de notre Histoire collective et de ce qui a construit notre nation.

Jamais nous ne transigeons avec les idées du Rassemblement National. Jamais nous ne céderons à l'agitation des peurs, jamais nous ne permettrons que l'extrême-droite, qui font malheureusement désormais loi, soit pourvu. Nous ne nous associons jamais à la complaisance de la droite, à l'image de Valérie Pécresse et de sa majorité régionale qui soutiennent ce texte élaboré sur la base des idées du RN, dont ils ne dénoncent par ailleurs jamais les débordements des élu-es au sein du conseil régional.

Face à la chute de la digue républicaine, nous appelons les humanistes à se rassembler et à résister. Nous serons toujours aux côtés de celles et ceux qui portent ces indispensables combats, pour faire barrage aux idées xénophobes de l'extrême-droite, qui font malheureusement désormais loi. C'est pourquoi, nous, élu-es des quatre groupes de gauche et écologistes au sein du conseil régional d'Île de France, appelons à soutenir, partout en France, les marches du 21 janvier 2024 contre cette loi immigration, à l'appel de 2011 personnalités du monde syndical, politique, culturel, intellectuel, associatif... Nous marcherons à leurs côtés, dans toute la région, afin d'exhorter le Président de la République à ne pas promulguer cette loi.

Contacts presse
Pôle Écolo IDF : clement.beaune@iledefrance.fr / GCEC : yvan.rosa@iledefrance.fr
SER : igis@conseil@iledefrance.fr / LFI A : sashel.ababou@iledefrance.fr

Jonathan Kienzlen, président du Groupe Socialiste, Écologiste et Radical

Retrouvez-nous sur nos réseaux sociaux



Groupe Socialiste, Radical, Écologiste et Citoyen

Ce mail a été envoyé à {{contact.EMAIL}}

Vous avez reçu ce mail car vous avez souscrit à notre lettre d'informations.

[Se désinscrire](#)

